

# **EVALUATION DU PROGRAMME DE COOPERATION DECENTRALISEE DANK**

## **RAPPORT SUCCINCT KINDIA**

**V finale provisoire 17.03.2017**

Ce document constitue le rapport succinct d'évaluation du programme DANK pour la Guinée. Il présente les principaux éléments issus du bilan, ainsi que les principaux constats réalisés durant la mission d'évaluation à Conakry les 19, 26 et 27 janvier 2017 et à KINDIA du 20 au 26 janvier. Il intègre les observations issues de l'atelier d'échange avec les équipes de l'ACEA du 19 Janvier, et de la restitution à chaud du 25 janvier 2017.

Ce document est avant tout un outil de travail destiné à alimenter l'analyse croisée et le rapport final du programme. Il est aussi destiné au Comité de Suivi de Kindia et au Comité de Pilotage, pour information.

I. EVALUATION.....	2
II. ANNEXE I : BILAN DES ACTIVITES REALISEES DURANT LE PROGRAMME PAR ACTION .....	19
III. ANNEXE II : LISTE DES ENTRETIENS ET DES VISITES TERRAIN .....	40

## I. EVALUATION

*Effectivité, efficacité et pertinence de la stratégie d'intervention et des actions mises en œuvre pour atteindre les objectifs et les résultats du programme.*

Critère	Questions évaluatives	Constats
Efficacité	Le programme a-t-il permis de renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des CT dans le domaine de l'hygiène publique ?	<p><b>PAS VRAIMENT</b></p> <p>Le programme s'est appuyé sur les politiques et stratégies nationales (décentralisation + Eau) mais :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- il n'y a pas eu à proprement parlé de Renforcement de capacités orienté vers la commune pour l'accompagner dans la structuration (élaboration, pilotage, animation, mise en œuvre et suivi) d'une politique publique communale sectorielle hygiène publique.</li> <li>- l'ACEA n'a pas reçu de formation spécifique et les moyens nécessaires pour s'affirmer dans son rôle de maîtrise d'ouvrage déléguée. Pour mémoire, l'objectif de l'ACEA était de : i) pérenniser les investissements réalisés dans le cadre du programme Facilité/UE ii) accompagner les acteurs dans la gestion des services pour une meilleur appropriation des investissements, iii) intégrer le patrimoine du SNAPE et des GIE à l'ACEA avec réhabilitation, réfections, sécurisation iv) accompagner la mise en place, la formation et le suivi du fonctionnement des comités de points d'eau v) promouvoir et pérenniser le paiement des services</li> </ul> <p><i>« Nous sommes plutôt des exécutants et nous n'avons pas l'expertise ni la légitimité et moins le mandat d'influencer les politiques. »</i></p> <p>Les différents entretiens soulignent que beaucoup d'acteurs de la commune qui avaient initié et suivi le processus de DANK ne font plus partie du dispositif. Les nouveaux ne maîtrisent pas la dynamique, l'élément référent joue un rôle de sapeurs pompier car le CA est quasi inexistant.</p> <p>L'ACEA n'a pas élaboré de document stratégique de pérennisation parce que ce n'était pas un objectif affiché de DANK. Il n'existe pas de schéma directeur et/ou stratégie.</p> <p>Seul le cadre de concertation assainissement a tenu des réunions d'information et de bilan mais pas de réunion autour de la vision stratégique. On comprend même que ces réunions étaient plutôt budgétaires. Le bilan nous indique que les cadres se sont réunis les 11/02/2014, 12/04/2014,</p>

		<p>09/07/2014, 16/2014 et le 20/01/2015 dans les locaux de ACEA. Les cinq comptes- rendus remis prouvent l'existence de concertation avec les acteurs de l'assainissement les 26/06/15, 10/11/15, 4/09/15 ; 8/09/15, 23/06/16. Le contenu des échanges portaient généralement sur les activités réalisées, les difficultés rencontrés et, des informations pratiques. Donc ces cadres restent des lieux d'échange d'informations et non d'élaboration des stratégies.</p> <p>L'amélioration de la gouvernance a surtout été travaillée au niveau les plus en proximité des équipements, dans l'appui à la gestion des services eau (mise en place et accompagnement de la vente de l'eau, mise en place et formation des comités de gestion).</p> <p>La gouvernance de l'Agence n'a pas beaucoup évolué.</p> <p>La gouvernance du secteur de l'eau et de l'assainissement à l'échelle communale n'a pas été travaillée. Les acteurs considèrent que le CA de l'Agence fait office de cadre de concertation et de pilotage communal alors que ce CA ne s'est réuni qu'une seule fois durant tout le programme selon le directeur.</p> <p><b>Hypothèse d'explication</b></p> <p>Il y a sans doute une confusion entre la gouvernance interne d'une organisation et la gouvernance territoriale. Ce n'est pas la même chose mais beaucoup d'acteurs pensent que les différents comités de pilotage tournants constituent les lieux de concertations.</p>
Efficacité	Le programme a-t-il permis de renforcer les capacités de maîtrise d'œuvre des Agences ou organisations existantes ou créées (hygiène publique) ?	<p><b>PLUTOT OUI</b></p> <p>L'ACEA a été un acteur clé du programme car c'est à elle que la maîtrise d'ouvrage déléguée du secteur eau et assainissement a été confiée.</p> <p>L'équipe de l'ACEA est composée du Directeur, l'Animateur sociologue, le Secrétaire comptable, les ingénieurs Eau et Assainissement, les Plombiers, le Chauffeur camion COK, le chauffeur ACEA ; l'Apprenti plombier et les Eboueurs. Cette équipe maîtrise bien ses rôles et responsabilités, mais il existe un déficit de communication sur ceux-ci au sein de l'équipe.</p> <p>La formation comptable n'a pas eu lieu cependant on constate l'existence d'une comptabilité ; existence de Compte d'Exploitation prévisionnel (horizon 2017), cahier de caisse, reçus de paiement, ouverture compte et versement mensuel des recettes eau.</p>

		<p>La situation des ventes eau et les dépenses sur les recettes eau sont suivies par un tableau Excel pour la période décembre 2014 à décembre 2016. Chaque mois la comptable établit un prévisionnel des dépenses mensuel avant approbation par le directeur.</p> <p>Les outils de gestion disponibles au niveau de la comptabilité permettent de suivre les opérations régulièrement. Le chéquier est détenu par le directeur ; avec l'élu référent, ils sont les deux signataires du compte.</p> <p>Les circuits financiers respectent les règles de gestion (compte ouvert; établissement de Budget Prévisionnel mensuel ; approbation par directeur avant décaissement), mais pas celles de la dépenses publiques. Il n'y a pas de distinction ordonnateur /payeur et pas de mécanisme de contrôle public des comptes (rapprochement des comptes de gestion et administratif, audit...). Ce qui comporte des risques.</p> <p>Pour la mobilisation de ressources on peut noter dans le bilan l'acquisition d'un financement de deux dossiers filets sociaux retenus et exécutés. Cependant les capacités de recherche de financement du directeur sont faibles.</p> <p>Les financements apportés par le programme et la souplesse de leur utilisation ont permis de réaliser la réhabilitation de certaines infrastructures eau + renforcement de l'assainissement par la valorisation des déchets, et de réaliser des activités de formations/sensibilisation en direction des usagers et gestionnaires</p> <p>Le Directeur (et son équipe) ont pu bénéficier de temps de stage à Nantes Métropole, d'échanges avec l'AMEE, de mise en relation avec des organisations ayant de l'expertise (comme Compostri)</p> <p>Mission d'échange à Dalaba de SEYDOU BA SYLLA président GIE GYKA qui travaille avec compos trie, et Ousmane T DIALLO équipier de l'ACEA qui s'occupe de l'assainissement sur la gestion des déchets. Cette mission a permis au GIE GYKA d'assainir sa gestion (utilisation des outils de gestion).</p> <p>SEYDOU BA SYLLA président GIE GYKA a fait une mission d'échange à Dshang avec comme impact une reproduction du modèle et des outils de gestion.</p>
--	--	---

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation sur le compostage réalisée à Kindia par Compostri en 2013 et le Stage Dschang (élus, (Mamadou DRAME) Techniciens (Mamadou SYLLA, Lansana Sylla , Seydou BA Sylla)</li> <li>- Renforcement capacités du personnel (Fodé Tamba a participé à deux voyages d'études)</li> </ul> <p>Lansana Fadil SYLLA (Directeur ACEA ) et Mamadou SYLLA (élu référent) ont participé à plusieurs missions d'Echanges qui visaient à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer et de rentabiliser mieux le tri et compostage avec une reproduction individuel des connaissances acquises.</li> <li>• Développer et pérenniser la gestion du service public de l'hygiène avec l'accompagnement des GIE à travers les échanges d'expériences et de pratiques.</li> <li>• Bénéficiaire de formation WOP Africa et d'établir une relation de partenariat</li> <li>• Echanger des pratiques avec les homologues de RONCK (Sénégal) Zorgho (Burkina).....</li> <li>• D'initier un suivi rapproché des points d'eau.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mission Emilie Touré (chargé MO volet eau à ACEA) à Nantes qui a permis de comprendre que toutes les collectivités ont un point commun et chacune essaye d'améliorer ses services à sa manière</li> <li>- Mission Lansana FADIL et Fatoumata comptable ACEA ont pris part au Séminaire de la solidarité internationale sur rôle des femmes dans l'élaboration et la gestion des services d'hygiène.</li> </ul> <p><b><u>En conclusion</u></b></p> <p>Le programme semble avoir permis de renforcer les capacités opérationnelles d'intervention, de gestion, de planification – programmation, de suivi...du service par l'ACEA. Mais n'a pas renforcé sa maîtrise d'ouvrage déléguée.</p> <p>L'Agence est encore fortement dépendante de ressources financières extérieures, y compris pour couvrir les salaires (Les ressources humaines de l'agence sont financées à hauteur de 53% par la commune, 8% par Guinée 44 et 38% par DANK). Si les ressources externes venaient à diminuer, le risque est important de voir les salariés quitter l'Agence et les compétences patiemment renforcées depuis plusieurs années disparaître.</p>
--	--	---

		<p>Le processus d'autonomisation de l'ACEA avance, mais l'Agence est encore un instrument très fragile qui évolue dans un contexte difficile traversé par des enjeux de pouvoir. Elle traverse une zone de turbulence avec l'incertitude liée à la période de Délégation Spéciale.</p> <p>Selon les échanges, la délégation spéciale constitue un frein institutionnel au niveau de la Guinée (128 DS sur les 342 communes) Véritable goulot d'étranglement surtout vis-à-vis des PTF, politique en veille ; manque de redevabilité.</p> <p><b>Hypothèse d'explication</b> : l'accompagnement d'ACEA dans l'élaboration d'une vision stratégique est trop légère. Les échanges croisés et les stages ne suffisent pas ; un accompagnement plus dense paraît nécessaire : sur la stratégie de l'Agence, sur son positionnement, sur ses RH (stratégie et plan de formation)...</p>
<p>Effets Pertinence</p>	<p>La stratégie et les actions mises en œuvre dans le cadre du programme ont-elles contribué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au renforcement et à la pérennité des services ?</li> <li>- à l'amélioration de l'exploitation des services ?</li> </ul>	<p><b>PLUTOT OUI</b></p> <p>Il y a eu développement et accroissement des services rendus aux usagers</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un travail sur l'amélioration de l'exploitation a été réalisé mais ne donne pas toujours ses fruits.</li> <li>- Les différentes rencontres et échanges révèlent qu'ACEA ne possède pas une vision évolutive de l'exploitation. Pas d'outil de suivi du recouvrement des coûts, facture SEG parfois supérieure aux recettes. Les gérants ne versent pas intégralement le montant du forfait pour les sources et forages. Des points d'eau non fonctionnels pour des raisons techniques et/ou sociales.</li> </ul> <p>Les outils de pilotage et le suivi du réseau peuvent encore être améliorés (par ex pas d'outil de suivi par point d'eau) l'animateur fait plus du suivi des recettes enregistrés au niveau des points d'eau tous les quinze jours. Il émet son visa sur le cahier du gérant pour attester la conformité. Par moment l'animateur peut se transformer en agent de recouvrement.</p> <p>En matière de suivi du fonctionnement des comités de gestion, suivi du travail des gérants et suivi des GIE de gestion des déchets, ACEA ne dispose pas d'outils ou de dispositif spécifique.</p> <p>La pérennité n'est pas toujours garantie, car il est difficile de travailler sur la question du prix de l'eau et les dynamiques collectives de gestion des points d'eau ne sont pas toujours le meilleur choix stratégique.</p>

		<p>Plus spécifiquement :</p> <p>a) <u>Service eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Théoriquement les dispositifs sont définis en ce qui concerne l'eau potable mais dans la pratique seul le gérant fonctionne. On note l'existence de conventions de gestion du service d'eau avec les gestionnaires pour vente/entretien.</li> <li>- Une forme d'appropriation de la plupart des points d'eau par l'ACEA existe avec l'élargissement de son parc</li> <li>- Mais au niveau des forages et sources l'attente est encore longue (2 à 3 heures pour avoir un bidon de 20l)</li> <li>- La gratuité du service dans certaines zones freine les dynamiques (le forage d'une école de jeune filles donne de l'eau gratuitement ce qui a relativement diminué les recettes du forage qui se trouve à ses alentours)</li> <li>- La rupture du service existe toujours (3 à 10 (dix) jours selon les usagers) et parfois plusieurs mois (cas BF de Fissa où le gérant s'est investi personnellement pour le retour du service)</li> <li>- A la saison des pluies la majorité des populations utilisent l'eau de pluie</li> <li>- Aujourd'hui Kindia est à environ 27% de taux d'accès et pourtant entre 2015 et 2016 la commune est passée d'une production de 180 m<sup>3</sup> à 260 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>b) <u>Service Assainissement</u></p> <p>L'analyse des chiffres de la gestion des déchets au niveau des quatre GIE (GACK, COK, Consortium, et GYKA ) agissant dans 36 quartiers avec 210 abonnées montre : Pour la période de septembre 15 à décembre 2015 que les recettes s'élèvent à 97 millions FGNF (9000 euros), les dépenses 67 millions (6700 euros) d'où un bénéfice d'environ 30 millions (3000 euros). Les quatre GIE utilisent un effectif de 289 employés.</p> <p>Cependant on note :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une conscientisation de tous les acteurs de la filière pour affiner le tri (<i>charretier « nous faisons le tri pour améliorer la qualité du compost»</i>)</li> <li>- une prise de conscience des populations qui amènent directement leurs déchets à la plateforme.</li> </ul> <p>L'ACEA ne possède pas d'outils de suivi global du service de l'assainissement ; cependant tous les GIE de déchets ont signé un contrat tripartite (G44, ACEA, GIE) et disposent d'outils de gestion et fiche de suivi de leur activité.</p>
--	--	--

		<p>Les GIE de gestion des déchets ne versent pas de ristourne financière auprès de l' ACEA bien que ce dernier s'occupe de la compilation des données et du reportage technique et financier.</p> <p>L'intervention de l'ONUDI dans le financement d'un centre semi industriel de compostage avait permis à l'ACEA de pouvoir transférer les déchets collectés dans la décharge et de les traiter mais malheureusement l'ouvrage ne fonctionne plus par déficit d'un système d'approvisionnement en eau fonctionnel. Deux femmes de cette zone s'investissent présentement à titre individuel pour le tri et compostage avec acquisition des déchets gratuitement avec le GIE COK.</p>
Pertinence	<p>Privilégier dans le programme le financement du soft (RH, échanges...) plutôt que le hard (infrastructures) était-il pertinent ?</p>	<p><b>PLUTOT OUI</b></p> <p>En s'appuyant sur des objets concrets (projets pilotes) comme support de travail pour renforcer l'autonomie des agences</p> <p>En mettant en place des modalités qui ne créent pas de dépendances (pas de personnel expert, des ressources complémentaires externes plutôt bien dosées...)</p> <p>La dynamique de renforcement du soft par le programme DANK s'est traduit par un recrutement de gestionnaires, plombiers, animateurs, responsable MO eau et assainissement, un comptable sur contrat avec des rôles et responsabilités bien définis. Ce qui se traduit par une bonne appropriation sur le terrain, un suivi des gérants, un suivi financier....</p> <p>Mais un Renforcement de Capacités qui a été trop léger pour accompagner l'Agence afin qu'elle puisse passer un palier d'autonomie supplémentaire (plus sur le stratégique que sur l'opérationnel ; peu d'accompagnement sur les questions de politiques et stratégies sectorielles.</p> <p>Pour la gouvernance communale pas claire ou pas fait. La gouvernance est plutôt une gouvernance des services (suivi de la vente au niveau des gérants, suivi maintenance et entretien en cas de besoin) suivi hygiène et salubrité pour les tous les GIE déchets (ils fournissent les rapports techniques et financiers mensuels).</p>

		ACEA possède une planification budgétaire qui s'arrête à l'horizon 2017. Mais l'effort d'un équilibre budgétaire et de l'autonomisation reste encore un objectif lointain.
Effectivité	Les acteurs clés du programme (CT, Agences) ont-ils impliqués les femmes dans les actions ?	<p><b>PLUTOT OUI</b></p> <p>La commune a financé les femmes pour la gestion des déchets pendant au moins trois mois.</p> <p>Au niveau des comités, la gestion est dévolue aux femmes, elles sont membres des UCSE et occupent des places importantes. Elles représentent 70 à 75 % des membres des UCSE.</p> <p>Enfin la comptable a participé à un séminaire de la solidarité internationale sur le rôle des femmes dans l'élaboration et la gestion des services d'hygiène avec une communication sur la dynamique des femmes de Kindia. On a rencontré au moins deux balayeurs et trois gestionnaires de borne fontaines.</p> <p>Cependant pas d'outils de suivi qui permettent de vérifier les indicateurs clés</p>
Efficacité	L'implication de femmes dans la sensibilisation a contribué à changer les représentations et comportements	<p><b>DIFFICILE A DIRE</b></p> <p>Pas d'outils de pilotage et de suivi qui permettent de l'affirmer</p> <p>Pas de situation de départ, pas de système de suivi, pas d'enquêtes CAP...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La seule situation de référence mise à notre disposition reste le plan local Kindia 2015</li> <li>- Pas d'étude CAP sur les changements de comportement ni par ACEA encore moins la commune</li> <li>- Coop Atlantique / G44 prévoit de faire une capitalisation sur la gestion des déchets pas encore lancé</li> <li>- Le programme SEDIF a fait une situation du service eau dans la commune mais pas une vraie étude CAP</li> </ul>
Effets	Le programme a eu des effets pour sur Nantes Métropoles et son territoire	<p><b>DES BRIBES</b></p> <p>A vérifier : Innovation en positionnant le compostage à Nantes (Compostri) dans la filière agricole</p>

*L'efficacité, la pertinence, et les éventuels effets des dispositifs (modalités, instruments...) mis en œuvre pour élaborer, piloter, mettre en œuvre, gérer et suivre le programme et la dynamique partenariale*

Critère	Questions évaluatives	Constats
Effectivité Efficacité	Quels sont les mécanismes et modalités de pilotage, de décision, d'animation, et de suivi : <ul style="list-style-type: none"> <li>- du partenariat entre CT</li> <li>- du programme DANK</li> </ul>	<p><b>DES MECANISMES EXISTENT ; ILS SONT LEGERS ; SONT-ILS SUFFISANTS ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Sur les relations de partenariat avec les autres Collectivités Territoriales.</i> L'évaluation ne nous a pas permis d'appréhender précisément comment ont été pilotées et animées les relations avec les autres collectivités territoriales. Nous avons compris que ces responsabilités étaient du ressort du Maire jusqu'à l'installation de la délégation spéciale. Mais nous n'avons identifié de dispositif de pilotage ou d'animation de ces relations (du type commission relation extérieure, comité de pilotage ou de suivi des relations, ou autre...).</li> <li>• <i>Sur les mécanismes et modalités de pilotage, d'animation, et de suivi du programme DANK à Kindia</i> La programmation et le suivi des actions du programme sont assurés par le Directeur de l'ACEA. Il est épaulé dans ses fonctions par Mamadou SYLLA. ce dernier a une bonne maîtrise du programme du fait de son profil d'ancien élu et membre de la délégation spéciale. Il est un acteur clé de l'ACEA car il joue l'interface entre la délégation spéciale et ACEA. Les modalités de planification/programmation/suivi/bilan des activités sont adossées au rythme du programme DANK ; nous n'avons pas identifié d'espace de pilotage concerté du programme en tant que tel. Les responsabilités techniques en matière de mise en œuvre et suivi des activités eau et assainissement sont réparties en fonction de l'objet : MO eau et MO assainissement.</li> </ul>
Perception	Les principes de base du programme (relations égales...) sont-ils jugés pertinents par les partenaires ?	<p><b>LES PRINCIPES DE BASE DU PROGRAMME SONT APPRECIES.</b></p> Ils permettent un certain équilibre dans la relation : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les comités de pilotages tournants sont bien appréciés par les acteurs rencontrés et permet de renforcer le pilotage du programme DANK</li> <li>- Les échanges à travers les réseaux de Nantes Dshang Amaga sont bien appréciés et permettent un partage des pratiques</li> </ul>

		<p>- le modèle de Kindia est partagé avec les partenaires et réseaux de Nantes métropoles mais aussi avec les communes.</p> <p>De plus, Unicef a initié de nombreux atelier de portage sur le modèle au niveau communal et national</p>
Efficacité Effets	Le pilotage, l'animation, le suivi et les modalités d'échange et de partage durant le programme ont-ils permis à chacune des collectivités territoriales :	
	D'avoir sa place dans la relation et de prendre des responsabilités ?	<p><b>PLUTOT OUI</b></p> <p>Essentiellement des responsabilités opérationnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Liées à la mise en œuvre : planification, programmation, mise en œuvre ou suivi de la mise en œuvre, gestion, reporting</li> <li>- Prise d'initiative pour gérer les relations en bilatéral (avec Dschang en particulier)</li> <li>- Dès l'élaboration du programme le dialogue était priorisé ce qui a renforcé la flexibilité dans la gestion.</li> </ul> <p>La programmation annuelle des activités, la possibilité d'affecter les ressources du programme chaque année après décision prise en comité de pilotage, la prise en compte des urgences.</p>
	De mieux se connaitre	<p><b>PLUTOT OUI</b></p> <p>Les stages et échanges ont permis d'apprendre des pratiques, d'échanger sur les systèmes et outils de gestion des déchets.</p>
	D'identifier des expériences et pratiques utiles chez les autres pour améliorer ses propres PP ou services ?	<p><b>OUI</b></p> <p>Avec Dshang surtout.</p> <p>L'expertise de décantation des déchets apprise à Dschang a permis la production d'un bon compost apprécié par les producteurs. On peut parler d'harmonisation et de renforcement des approches.</p> <p>La capitalisation du système de gestion des déchets aboutissant au tri et compostage est apprise à Dshang de même que l'expérience de la gestion des décharges.</p>

		<p>Les stages et mission d'échange ont permis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Apprendre les pratiques, d'échanger sur les systèmes de gestion et outils de gestion (GYKA à Dshang)</li> <li>- Echanger sur les dynamiques de MO avec d'autres communes (le directeur et l'élu référent eau) cela a permis une prise de conscience et une amélioration de la gestion.</li> </ul> <p>Les visites d'échanges sur les pratiques de gestions des déchets à Nantes, et de compostage à Dshang ont amélioré certaines pratiques de travail à Kindia.</p> <p>Assistance demandée de Dshang à Kindia pour l'analyse de la qualité de l'eau.</p> <p>DANK a aussi permis de mettre en place et renforcer le système d'intercommunalité.</p> <p>A la marge avec AMAGA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Partager un Dispositif de chloration avec AMAGA et Dshang avec une proposition d'accompagnement pour mise en place du service</li> <li>• Comprendre l'importance de la gestion de stock et de faire face à Ebola (on a gardé reliquat appui intrants suite à des inondations selon modèle AMAGA)</li> </ul> <p>De manière générale, les échanges croisés ont plutôt porté sur des objets techniques (Compost, purification de l'eau...), et sur la découverte d'approches, démarches, expériences... opérationnelles. Les questions ou objets plus stratégiques ont moins été abordés (par ex : comment on travaille sur la question du prix de l'eau ? ou de quoi parle-t-on quand on parle de la gouvernance locale de l'eau ?...)</p>
	<p>De construire de nouvelles relations bilatérales ou multilatérales avec les autres collectivités partenaires du programme ?</p>	<p><b>OUI</b></p> <p>Avec Dshang surtout. Et sur des objets techniques essentiellement</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Protocole d'amitié et d'entraide entre Dshang et Kindia (signé en 2013 voir doc) (échange modèle, compostrie, système chloration)</li> <li>- Relation bipartite entre Dshang et Kindia à travers WOP (échange des pratiques sur la gestion des eaux usées)</li> </ul>

*Les effets du programme sur le renforcement de la légitimité des collectivités territoriales comme maître d'ouvrage local dans leur pays, sur l'innovation, et leur reconnaissance dans les réseaux nationaux et internationaux de collectivités territoriales...*

<b>Critère</b>	<b>Questions évaluatives</b>	<b>Constats</b>
Effets	<p>La dynamique partenariale du programme a-t-elle favorisé le développement /renforcement de relations et la mise en œuvre de nouvelles actions ?</p> <p>Entre acteurs sur les territoires, Entre services des collectivités territoriales (à l'interne, et entre services des collectivités territoriales partenaires), Entre les collectivités territoriales et l'Etat, Entre les collectivités territoriales et leurs réseaux nationaux respectifs, Entre Nantes Métropole et les réseaux nationaux qu'elle a investis (AIMF...).</p>	<p><b>UN PEU</b></p> <p><b>Entre acteurs sur les territoires :</b> les producteurs apprécient bien le compost, une amélioration de la production de fruits et légumes Compostage maintient les éléments minéralogiques selon un président de GIE</p> <p><b>Entre service des CT :</b> Oui entre les Agences de Dschang et de Kindia sur des questions techniques et le modèle de gouvernance interne de l'Agence</p> <p><b>Entre les élus des CT :</b> Entre l'ancien Maire de Kindia et les Maires (anciens et nouveaux de Dschang) ; côté Dschang, des idées reprises sur l'utilisation d'arbres fruitiers dans le paysage urbain etc... pas dans l'autre sens Mise en relation avec réseau Africain Eau WOP-AFRICA a permis de bénéficier de formation et établir une relation de partenariat</p> <p>Echange avec les homologues de RONCK (Sénégal) et Zorgho (Burkina).....ont permis de partager des pratiques</p> <p><b>Entre CT et l'Etat :</b> L'exemple d'ACEA évolue sur la même ligne directrice que la stratégie nationale, cependant l'expérience (cadre institutionnel) mérite d'être reconnue, capitalisée, démultipliée auprès d'autres communes.</p> <p><b>Entre CT Guinéennes :</b> Les communes de Labbé, Mamou et Kankan..... ont pris attache avec Kindia mais restent</p>

		<p>bloquées par le financement de la dynamique. ACEA pourrait accompagner ces communes</p> <p>Perspectives d'expérimentation du modèle de Kindia dans 14 communes de la Guinée forestière avec le SNAPE</p> <p>Perspectives d'expérimentation du modèle dans la commune de KANKAN avec les Belges          Perspective d'intercommunalité (12 communes). Des échanges sur l'intercommunalité ont été lancés avec les neuf communes rurales et la commune urbaine de Kindia avec une étude de faisabilité et l'élaboration d'un plan d'action mais le processus est resté bloqué par le changement institutionnel et le manque de financement.</p> <p>Bonne relation avec l'ANCG jusqu'au départ du Maire qui était aussi Pdt de l'ANCG. Aujourd'hui, l'ANCG déclare être beaucoup moins informée de l'expérience de Kindia.</p> <p>ANCG a participé aux séminaires qui ont regroupé tous les CT de DANK au palais du congrès de Guinée ; Participation à des assises dans le cadre de DANK.</p> <p>Cependant selon ANCG la délégation spéciale constitue un frein institutionnel (128 DS sur les 342 communes) Véritable goulot d'étranglement surtout vis-à-vis des PTF, politique en veille ; manque de redevabilité des DS.</p> <p>L'autre problématique est que moins de 30% des communes membres de l'ANCG sont régulières dans leur cotisation.</p> <p>ACEA doit s'appuyer sur ANCG pour communiquer mieux sur DANK (le chargé de communication a fait un mail au directeur à la suite de la mission d'évaluation).</p>
--	--	---

Effectivité / Efficacité	Les actions du programme ont-elles été mises en œuvre?	<p><b>PLUTOT OUI</b>  <i>Cf. Bilan</i></p>
--------------------------	--	--

		<p>OK pour R1, R3 et R4</p> <p>PLUS MITIGE pour R2 (gouvernance locale efficace et pérenne en place avec la participation de tous les acteurs concernés)</p>
--	--	--

### Dimension prospective

<b>L'évaluation doit permettre de :</b>	<b>Points d'attention</b>
<p>décider des évolutions à conduire tant du point de vue de la <b>relation partenariale, que des objectifs et contenus de la coopération</b>, et des dispositifs à mettre en œuvre ;</p>	<p><b>Perception qu'ont les principaux acteurs concernés de la relation partenariale et de son fonctionnement</b></p> <p>Plusieurs personnes rencontrées ont une bonne perception de la coopération Nantes Kindia. Ils affirment que le programme DANK a été élaboré de manière concertée entre les 4 Collectivités territoriales et les responsabilités et les rôles de chaque partenaire ont été bien définis (c'est aussi ce que pense le ministère de la décentralisation, les services techniques SEG SNAPE la Direction de l'environnement et UNICEF). La coopération Nantes Kindia reste l'un des deux exemples de coopération décentralisée à pérenniser en Guinée (selon le Directeur National de la Décentralisation, DANK reste la seule coopération à faire de l'appui budgétaire en Guinée). Cette relation a permis à la Commune de mobiliser beaucoup de ressources à la fois humaines (avec beaucoup d'échanges et de stages) et financières (avec le financement du programme. Et globalement chaque partenaire a joué un rôle et eu des responsabilités dans le programme DANK. c'est donc une coopération à poursuivre pour une meilleure pérennisation des acquis.</p> <p><b>Perception sur la pertinence des objets, objectifs et contenu de la coopération</b></p> <p>La coopération Nantes /Kindia a beaucoup porté sur les secteurs de l'eau, assainissement avec la création de l'agence communal de l'eau et l'assainissement de Kindia. Cet instrument a permis une amélioration des conditions d'accès à l'eau et l'assainissement des populations de Kindia avec une amélioration de leurs conditions de vie. Ce qui fait de l'ACEA un instrument pertinent et efficace. Les différents acteurs rencontrés au niveau de Conakry et à Kindia confirment que l'ACEA est un outil incontournable pour la gestion de l'eau et l'assainissement dans la commune de Kindia. Pour eux ACEA reste une innovation et le seul exemple dans le ramassage des déchets dans toute la Guinée.</p>

	<p>Globalement les acteurs pensent que l'expérience de ACEA reste un bon modèle sur lequel devrait s'inspirer d'autres communes de la Guinée. Et cela nécessite un renforcement de la gouvernance au sein des comités de gestion, mettre en place des outils de gouvernance et suivi des services, communiquer sur le modèle au niveau de la Guinée.</p> <p>Les rencontres d'échange entre communes étaient de vrais lieux d'harmonisation des approches, principe et concept. C'est moins le cas pour des questions plus stratégiques (par ex : comment on travaille sur la question du prix de l'eau ? ou de quoi parle-t-on quand on parle de la gouvernance locale de l'eau ?... d'où la nécessité d' renforcement de capacités des acteurs sur la conception, la gouvernance, la coordination et structuration des politiques.</p> <p>Dans le pilotage des services la pérennité n'est pas toujours garantie, car il est difficile de travailler sur la question du prix de l'eau et les dynamiques collectives de gestion des points d'eau ne sont pas toujours le meilleur choix stratégique « Selon les agents de ACEA le financement exclusif du Soft ne donne pas assez de légitimité aux cadres et dirigeant de ACEA pour le pilotage des services ». Enfin un renforcement de capacité de l'ACEA semble primordial pour lui permettre de jouer pleinement son rôle de MO Délégué et favoriser ainsi la pérennisation de l'instrument.</p> <p><b>Perception sur la pertinence et l'efficacité des dispositifs mis en œuvre</b>  <b>Cf.</b> question sur les mécanismes et modalités de pilotage, de décision, d'animation, et de suivi du partenariat entre CT</p>
<p>nourrir le dialogue avec les partenaires techniques et financiers sur une nouvelle approche de la coopération</p> <p>et</p> <p>identifier les articulations possibles d'un futur programme avec les politiques des bailleurs de fonds</p>	<p>Programme Edukindia 2017 avec G44 pour la construction des édicules et la formation en perspectives</p> <p>SEDIF prépare un projet d'amélioration du service dans le quartier de Koliady avec la construction de forage et nouveau réseau et la réhabilitation de la source de Kidissy mais pas de volet appui à la maîtrise d'ouvrage</p> <p>G44 prévoit une étude capitalisation sur le changement de comportement en matière de gestion des déchets</p> <p>L'Unicef a mené une étude diagnostique sur le modèle Kindia et ACEA a participé à au moins cinq ateliers de restitution. Unicef reste ouvert à des partenariats et est prêt à accompagner pour un</p>

	<p>plaidoyer du modèle si l'Etat en fait une réelle volonté politique (car selon notre interlocuteur il faut d'abord un plaidoyer pour acceptation du modèle au niveau national) Le Programme Unicef 2018-2022 pourrait prévoir cet axe de plaidoyer bien que Unicef intervient plus dans le milieu rural. Unicef reste disponible à participer à la restitution finale</p> <p>L'AFD attend la mise en œuvre effective de l'agence communale de l'assainissement au niveau national pour une possibilité d'accompagnement au niveau des communes. L'AFD reste attentif aux coopérations décentralisées mais n'a jamais été sollicité ni par le nord ni par le sud. L'AFD reste disponible à partager le rapport d'évaluation et faire des éventuels observations mais difficile pour eux de participer à la restitution. Leur zone d'intervention reste cependant le milieu rural.</p> <p>La délégation de L'UE a comme nouvel axe de collaboration l'accompagnement de la gestion des déchets solides et liquides. Il attend un document de projet de la part de Guinée 44 au niveau de la commune de Kindia. Ce projet pourrait prévoir un axe d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage déléguée.</p> <p>Il faut noter qu'une Agence national d'assainissement et de salubrité publique est installée en janvier 2017 au niveau national. Cette agence aura des démembrements dans les communes et ACEA devra anticiper une éventuelle articulation.</p> <p>Expérimentation de ce modèle dans 14 communes de la Guinée forestière avec le SNAPE (SNAPE a élaboré un plan d'action avec ACEA pour aller vers d'autres communes pour présenter la stratégie mais avec moyens limités pas facile).</p> <p>Expérimentation du modèle dans la commune de KANKAN avec la Coopération Technique Belge</p> <p>Il faut aussi noter une mission d'étude opérationnelle sur la problématique de mise en place d'un fond de développement local en cours en Guinée.</p>
<p>identifier les changements d'échelles possibles et souhaités avec les associations de collectivités locales au Cameroun et en Guinée</p>	<p>L'expérience de ACEA reste un bon modèle sur lequel devrait s'inspirer d'autres communes. Cependant difficulté de la démultiplication par manque de ressources humaines et financières de la majorité des communes. ANCG attend un appui UE pour l'accompagnement et le recrutement d'expert national et expatrié.</p>

	<p>L'autre problématique est que moins de 30% des communes membres de l'ANCG sont réguliers dans leur cotisation.</p> <p>ACEA doit s'appuyer sur ANCG pour communiquer mieux sur l'expérience de Kindia (le chargé de communication a fait un mail au directeur à la suite de la mission d'évaluation).</p> <p>L'intercommunalité est définie par zone et Kindia pourrait être un référent pour la mise en application de l'intercommunalité dans sa zone (un consultant a travaillé sur ce processus dans les communes de Kindia et Boffa).Cependant pour ANCG la délégation spéciale constitue un frein institutionnel (128 DS sur les 342 communes) Véritable goulot d'étranglement surtout vis-à-vis des PTF, politique en veille ; manque de redevabilité des DS.</p> <p>Idée de partage du modèle avait aussi été discuté et échanger lors d'un échange sud/sud en présence de ANCG (sans suite) (manque RH et volonté politique)</p> <p>ACEA pourrait intégrer le volet foncier et transport</p>
--	---

## II. ANNEXE I : BILAN DES ACTIVITES REALISEES DURANT LE PROGRAMME PAR ACTION

### *ACTION 1 : Contribuer à la compréhension des enjeux de l'hygiène publique par les citoyens et à leur implication pour l'améliorer*

#### ACTIVITES

	Activités réalisées (préciser l'objet, la période, le nombre de personnes concernées/impliquées...)
Organisation d'actions de sensibilisation, notamment en direction des femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concrètement, l'organisation de la gestion des déchets est encore embryonnaire (pas de zones de dépôt régulier, une nette amélioration du tri des déchets dans certains quartiers expérimentaux et dans l'organisation de la collecte, le service rendu est payé, pas de brigades de salubrité) : par conséquent, dans ce domaine la sensibilisation est générale ; elle ne donne pas encore de consignes claires aux habitants pour la gestion quotidienne de leurs déchets mais se poursuit régulièrement ;</li> <li>• Pour l'assainissement, la marche à suivre pour les boues de ou de fosses septiques reste à définir par l'ACEA. La marche à suivre est que les boues de vidange ou de fosses septiques seront livrées aux maraîchers après leur traitement ;</li> <li>• Sensibilisation et contrôle de gestion de 9 bornes-fontaines en juillet 2013 (10 personnes pendant 15 jours) ;</li> <li>• Campagne de sensibilisation suite aux inondations de 2013 : 38 personnes sur 5 jours ;</li> <li>• Sensibilisation récurrente lors du suivi des points d'eau (fréquence toutes les 2 semaines) ;</li> <li>• 21 émissions sur 3 radios différentes en 2013 Campagne de sensibilisation suite au virus EBOLA de 2014 : 30 personnes sur 5 jours ;</li> <li>• Sensibilisation récurrente lors du suivi des points d'eau (fréquence toutes les 2 semaines) ;</li> <li>• 25 émissions sur 3 radios différentes en 2014 ;</li> </ul>
Identification et mobilisation de personnes relais, notamment féminines	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les relais sont identifiés, formés et mobilisables ;</li> <li>• L'ACEA s'appuie sur les gérants de points d'eau, les services de l'Etat, les ONG (croix rouge) les</li> </ul>

	<p>chefs de quartiers et chefs religieux, certains enseignants (programme Edukindia) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion de l'eau : Formation de 50 personnes le 31 janvier 2014 + formation continue par contact entre l'ACEA et les relais ;</li> <li>• Sur le plan des déchets, une formation similaire pourrait être organisée une fois que la politique sera mieux définie ;</li> <li>• Réalisé en fonction des programmes (en particulier lors des inondations de 2013 et Ebola de 2014)) ;</li> </ul>
Suivi de l'efficacité des campagnes et mesures correctives	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisé en 2011 sur l'eau, le résultat de la sensibilisation peut maintenant être mesuré par le taux de paiement de l'eau ;</li> <li>• Une enquête auprès des habitants a été réalisée dans 20 quartiers de la commune du 2 au 5 décembre 2013, afin de refaire le point sur l'état des lieux sur les rubriques Eau et Assainissement;</li> <li>• Pour l'eau, l'analyse des recettes des points d'eau a conduit la mairie de Kindia à adopter une politique plus sévère et un suivi renforcé ;</li> <li>• Les recettes de l'eau ont été multipliées par 8 en l'espace d'un an</li> </ul>
Contrôle des comportements des habitants et sanction des contrevenants	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La procédure de contrôle doit être définie ;</li> <li>• Le conseil communal a délibéré sur la tarification des prix des déchets en début 2014 entre 7 000 GNF à 10 000 GNF selon la nature ;</li> <li>• Non communiqué. Des dispositions sont entrain d'être prises dans ce domaine ;</li> </ul>
Information et encouragement à s'impliquer en direction des services nationaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Oui, lors des comités de pilotage notamment et les rapports narratifs sont déposés à la tutelle ( à la Mairie et le Ministère de la Décentralisation) ;</li> <li>• Les services déconcentrés ont été invités au comité de pilotage du programme DANK (le directeur de la direction départementale du ministère de l'administration des territoires et de la décentralisation était le modérateur du programme) ;</li> <li>• La Préfecture et les services déconcentrés sont étroitement associés au programme ;</li> <li>• La SEG et le SNAPE font partie de l'ACEA ;</li> <li>• Les Acteurs et partenaires de l'eau (CA/GUINEE 44, UNICEF, EAA, TERRE du MONDE...) aussi ;</li> <li>• Prise de contacts avec le Ministère l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Hydraulique et leurs Directions Nationales ;</li> </ul>
Encadrement et coordination des actions de sensibilisation des acteurs extérieurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il n'est pas certains que les messages portés par Coopération Atlantique soient les mêmes que ceux promus par l'ACEA (en matière de tri des déchets et de compostage notamment) La délégation n'est pas formalisée à ce jour</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'ACEA a la volonté de formaliser le rôle de coopération Atlantique sur son territoire : pour l'instant, en matière de déchets, l'ACEA a défini les secteurs d'intervention mais pas les tâches ;</li> <li>• Une convention cadre a été signée entre CA/G44 et l'ACEA assortie des conventions opérationnelles par secteur d'intervention ;</li> <li>• L'ACEA élabore avec le GIE GYKA (gestion des déchets dans 4 quartiers) une convention de collaboration est signée (avec le soutien de Nantes Métropole, de Compostri et d'une intervenante locale,) ;</li> <li>• L'évaluation du plan stratégique Kindia Horizon 2015 de la Commune Urbaine de Kindia s'est fait en 2015 ;</li> </ul>
<i>Autres</i>	

## **RESULTATS**

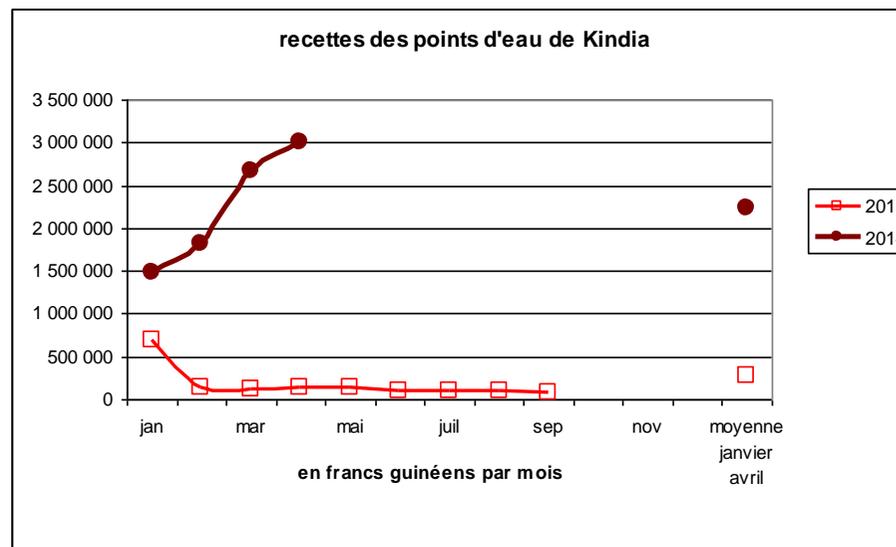
RESULTATS QUALITATIFS	INDICATEURS ET SOURCES DE VERIFICATION
Les relais de la société civile connaissent les enjeux de l'hygiène publique et de la réduction des risques et les techniques d'animation et de sensibilisation en la matière	
La population a conscience des comportements liés à l'eau et aux déchets qui peuvent être néfastes pour la santé	
La population adopte des comportements responsables dans ces domaines	A Kindia et à Dschang, le paiement de l'eau n'est encore pas accepté par tous. Quelques équipements sont encore parfois dégradés par les habitants. Mais ce phénomène est de mieux en mieux maîtrisé. A Kindia, certains quartiers viennent proposer à l'ACEA de gérer leur point d'eau, et acceptent de fait les règles communales.
RESULTATS QUANTITATIFS	
Au moins 15 relais de la société civile sont formés	Dans chacune des trois autres collectivités, des relais (plus de 15) sont identifiés et formés (comités

dans chaque collectivité	de pilotages communaux et associations en Grand' Anse ; Comités de points d'eau, comités d'hygiène scolaire à Kindia et à Dschang ; Comités de points d'eau, GIE de gestion des déchets, chefs de quartiers et imams à Kindia).
Au moins un document de communication (affiche, brochure...) a été réalisé dans chaque collectivité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nantes Métropole dispose de documents de communication sur l'hygiène publique indépendamment du programme, ainsi que de professionnels ou d'associations partenaires assurant la sensibilisation nécessaire dans les domaines nécessaires (tri, compostage des déchets, assainissement non collectif, notamment).</li> <li>• Les thématiques assainissements / déchets restent cependant plus perçues comme des mesures de protection de l'environnement que de la santé (Rapport technique 2)</li> </ul>

### **INDICATEURS DE SUIVI DE L'ACTION**

INDICATEUR	NIVEAU ET EVOLUTION DE L'INDICATEUR DURANT LE PROGRAMME
Qualité du tri des déchets à la source par les habitants, ou indicateur similaire si pas de volet déchets dans l'une des collectivités.	Activités en cours dans les zones de confluence et expérimentale de Koukou (Sensibilisation à l'identification des dépotoirs de transit et sauvage)
Nombre d'actions de sensibilisation réalisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation et contrôle de gestion de 10 bornes-fontaines 2014 (10 personnes pendant 15 jours ;</li> <li>• Campagne de sensibilisation suite au virus EBOLA de 2014 : 30 personnes sur 5 jours ;</li> <li>• Sensibilisation récurrente lors du suivi des points d'eau (fréquence toutes les 2 semaines) ;</li> <li>• 25 émissions sur 3 radios différentes ;</li> </ul>
Taux de recouvrement des taxes liées à l'hygiène publique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déchets : pas de taxes hormis celles des marchés mais, il y a des redevances d'abonnement recouvrées par les GIE GYKA et GACK ;</li> <li>• Au niveau de GACK par exemple aux quartiers de l'Abattoir 1 et 2 ; le taux de recouvrement est de 87% ;</li> <li>• Abonnement des particuliers des 4 quartiers collectés par le GIE GYKA : le taux de recouvrement de l'abonnement 56%.à cause du pont effondré entre la plateforme de Kokou et les quartiers expérimentaux ;</li> <li>• Paiement de l'eau : les recettes mensuelles ont été multipliées par 8 entre 2013 et 2014 (moyenne des recettes sur les mois de janvier à avril) ;</li> <li>• La multiplication de ces recettes est due à l'augmentation du prix de l'eau de 100 GNF à 200 GNF, à</li> </ul>

la sensibilisation et au suivi des points d'eau et au renforcement de capacités des gérants de ces points d'eau ;



### IMPACT ATTENDU

IMPACT	IMPACT IDENTIFIES
Dans chacune des collectivités partenaires, les citoyens adhèrent aux politiques d'hygiène publique et de réduction des risques, et adaptent leurs comportements individuels afin de concourir à leur succès	« ACEA est la seule structure locale de gestion locale des politiques d'eau et d'assainissement au niveau du pays » « la volonté des membres de l'ACEA et les changements auprès des populations donne une lueur d'espoir pour la pérennisation du service » « visiter le village de Kobakilondi pour mieux mesurer les impacts » « les comités sont formés et possèdent des comptes bancaires » « Kindia reste la seule commune à avoir un système de collecte, tri et recyclage des ordures » « Kindia est la commune la plus propre de Guinée » « Diminution sérieuse des maladies d'origine hydrique au niveau des populations » « la préfecture a joué le rôle de tutelle juridique et appréciation de la légalité de l'activité »
Les métiers liés à ces politiques publiques sont mieux considérés et leur utilité reconnue.	

***ACTION 2 : Mettre en place une gouvernance efficace et pérenne permettant la participation de tous les acteurs concernés par les domaines de l'eau, l'assainissement, les déchets et la gestion des risques naturels et sanitaires.***

**ACTIVITES**

	Activités réalisées (préciser l'objet, la période, le nombre de personnes concernées/impliquées...)
Réalisation d'un diagnostic initial	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un diagnostic a été réalisé sur l'eau, les déchets et les zones inondables antérieurement au programme DANK.</li> <li>• Une enquête auprès des habitants a été réalisée dans 20 quartiers de la commune du 2 au 5 décembre 2013, afin de refaire le point sur l'état des lieux sur les rubriques Eau et Assainissement;</li> <li>• Un diagnostic spécifique aux causes des inondations (érosion des sols, déchets, embâcles, dimension des ouvrages de franchissement) pourrait également être mené ;</li> </ul>
Création d'un cadre de concertation et d'instances de décision, garantes d'une intégration des femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'ACEA est l'instance de décision et l'organe de coordination des acteurs.</li> <li>• Le cadre de concertation peut être l'ACEA (où les services déconcentrés sont représentés) où des groupes dimensionnés en fonction de la thématique et du lieu concernés par la concertation ;</li> <li>• Dans le cadre de la mise en œuvre par l'ACEA, d'une de ses missions de coordination et d'harmonisation des interventions de tous les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement sur le territoire communal, une réunion de concertation entre les acteurs de l'assainissement intervenants sur le territoire Communal a eu lieu ;</li> <li>• Les femmes sont associées à la concertation, parfois avec les hommes et parfois séparément ;</li> <li>• L'ACEA a organisé en 2013 un atelier de formation des élus et cadres des 10 collectivités de Kindia sur le thème: « Mécanisme de mise en oeuvre du service public de l'eau dans les collectivités de Kindia » pour 35 participants ;</li> <li>• En effet, la décentralisation de la gestion de l'eau évolue, et parallèlement Kindia participe à une démarche d'intercommunalité ;</li> <li>• le 22/10/2013 dans les locaux de l'ACEA (agence communale de l'eau et de l'assainissement) Cette réunion a enregistré la présence de 18 cadres venant des structures suivantes : CA/Guinée 44, GIE Yenguèma, GIE GYKA de Koukou, COK, Administrateurs de marchés,</li> </ul>

	<p>Association des brigades, Environnement, DPS, Union des maraîchers de Kindia, Mairie et ACEA ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En Décembre 2014, l'ACEA en collaboration avec l'inter collectivité de Kindia et le SNAPE, ont animé un atelier sur la mission d'étude pour le renforcement de la stratégie nationale du service public de l'eau en Guinée par le développement d'outils d'analyse, de programmation et de mécanismes de gouvernance locale innovants ;</li> <li>• Dans le cadre de la mise en œuvre par l'ACEA, d'une de ses missions de coordination et d'harmonisation des interventions de tous les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement sur le territoire communal, des réunions bimensuelles de concertation entre les acteurs de l'assainissement intervenants sur le territoire Communal ont eu lieu <b>les 11/02/2014, 12/04/2014, 09/07/2014, 16/2014 et le 20/01/2015</b> dans les locaux de l'ACEA (agence communale de l'eau et de l'assainissement) ;</li> <li>• Ces réunions ont enregistré la présence de 18 à 25 cadres venant des structures suivantes : CA/Guinée 44, GIE Yenguèma, GIE GYKA de Koukou, COK, Administrateurs de marchés, Association des brigades, Environnement, DPS, Union des maraîchers de Kindia, Mairie, ACEA et d'autres Associations des jeunes volontaires dans certains quartiers ;</li> <li>• L'ACEA a décidé d'organiser désormais de contractualiser les missions qui sont déléguées à des tiers (PME, GIE, ONG) et les règles à respecter ;</li> <li>• Le comité de pilotage de février 2014 à Kindia a été l'occasion de tenir une réunion d'information mutuelle entre les porteurs de projets liés à l'hygiène publique à Kindia (commune, ACEA, Coopération Atlantique, MATD) ;</li> <li>• Le fonctionnement politique de l'ACEA est défini (conseil d'administration, membres associés). Une réflexion est en cours pour ouvrir le CA à des représentants de la santé notamment ;</li> </ul>
Elaboration et suivi de stratégies formalisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le contact permanent que l'ACEA entretient avec la société civile alimente la réflexion de son conseil d'administration.</li> <li>• Il n'y a pas de formalisation générale</li> <li>• Une stratégie financière sur la gestion de l'eau autonome dès 2017 est déjà élaborée et validée par la Mairie de Kindia, notamment en élargissant le parc de l'ACEA, en suivant le recouvrement de la vente de l'eau et en compensant les déficits éventuels.</li> <li>• Soutien des opérateurs déchets, évacuation des déchets non valorisés vers la décharge ;</li> <li>• Réflexion sur le financement du service et dotation en équipement de transport ;</li> <li>• Etablissement d'un plan de contingence pour répondre aux risques et catastrophes naturelles</li> </ul>

	<p>(inondations) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'identification et l'élaboration des projets de latrinsation pour la recherche de financement en vue de délocaliser la zone de confluence ;</li> <li>• Le renforcement de la cellule d'animation au sein de l'ACEA ;</li> <li>• La définition précise des stratégies est en cours. (Signature d'une Convention cadre avec CA/Guinée 44 sur le partenariat) ;</li> <li>• Le conseil d'administration de l'ACEA peut tenir lieu de ce comité de pilotage, mais il peut être intéressant de former des rencontres spécifiques lorsque le sujet traité le justifie (par exemple lorsqu'il y a des acteurs qui ne sont pas membres du CA de l'ACEA) ;</li> <li>• Les budgets mensuels réalisés de l'ACEA sont fournis, suivant un cadre validé par Nantes Métropole ;</li> </ul>
<p>Pilotage et mise en œuvre de la stratégie (gestion, encadrement des investissements des acteurs extérieurs, recherches de moyens de fonctionnement pérennes, évaluation)</p>	<p>Eau : l'ACEA assure la maintenance de ses installations dans la limite de ses moyens. Toutefois l'inscription d'un budget « provision pour gros entretien et réparations » (nécessaire pour faire face aux besoins à court ou moyen terme) n'est pas encore intégré dans le budget de l'ACEA (Elaboration d'une stratégie financière pour 2014 – 2016 par ACEA) ;</p> <p><b>Latrines publiques</b> : Les latrines publiques ne sont pas gérées actuellement par ACEA ;</p> <p><b>Eau</b> : Suite au constat d'une diminution des recettes perçues, l'ACEA s'est fortement mobilisée au premier semestre 2014 pour résoudre le problème, avec un succès certain à confirmer dans la durée ;</p> <p><b>Contrôle de la quantité de l'eau apportée aux points d'eau</b> : L'ACEA visite chaque quinzaine les points d'eau, et en particulier les bornes fontaines alimentées par la société des eaux de Guinée (SEG). Elle est intervenue pour que la régularité de leur approvisionnement soit améliorée ; La fréquence est actuellement d'un tour d'eau tous les deux jours actuellement, alors qu'auparavant les coupures d'eau pouvaient durer une semaine ou plus ; Les dispositifs sont définis en ce qui concerne l'eau potable (comités de gestion, Gérants des points d'eau pour la vente de l'eau). Ils sont adaptés en cas de besoin : le prix de vente de l'eau aux bornes-fontaines et les autres PE a été augmenté début 2014 pour tenir compte de l'augmentation du coût d'achat à la SEG.</p> <p><b>Contrôle de la qualité de l'eau vendue</b> : la qualité de l'eau a été réalisée sur les points d'eau gérés par l'ACEA avant leur mise en service. L'ACEA recherche actuellement les moyens d'analyser l'eau avec le concours de la SEG, du SNAPE et CA/Guinée 44 en s'inspirant de la pratique à Dschang. L'eau des</p>

	<p>sources et des bornes fontaines est chlorée avant la vente ;</p> <p><b>Déchets</b> : des marges de progression existent sans doute dans la perception des recettes d'assainissement des marchés. En ce qui concerne la gestion des déchets ménagers, pour l'instant seul un abonnement volontaire est mis en place dans quelques quartiers. Le recouvrement semble faible et difficile à contrôler par l'ACEA ; L'ACEA entretient le camion et a financé la réparation de charrettes pour le GIE GYKA et apporte son appui - conseil ;</p> <p><b>Contrôle de l'évacuation des déchets</b> : L'ACEA s'assure chaque jour de l'évacuation des déchets du marché central par la COK (PME Collecte des Ordures de Kindia) et du marché Yenguéma par le programme Kindia 2015 (GIE Yenguéma) ;</p> <p>Elle monte également des programmes soumis à l'Etat (programmes filets sociaux ONUDI), qui permettent de financer des équipes d'habitants précaires pour nettoyer certains quartiers de la ville, avec le soutien du camion municipal ;</p> <p><b>Suivi de la qualité du tri par les habitants et sur les marchés</b> : Cette expérimentation du tri a maintenant démarré dans au moins 06 quartiers de la Commune avec GIE de Yenguema et GIE GYKA ; <b>Pour les déchets des ménages</b>, un système d'abonnement est mise en place sur les 4 quartiers desservis par le GIE GYKA, et la sensibilisation au tri sélectif y est ou devrait être réalisée <b>Contrôle de la qualité des déchets triés vendus aux maraîchers</b>. Actuellement, les déchets triés sont vendus aux maraîchers en brutes triés par GIE de Yenguéma et en sac de compost par le GIE GYKA ;</p> <p>Une décision communale N° 001 a été signée par Monsieur le Maire pour la mise en place d'une commission de suivi de l'aménagement de la décharge de koliady 1 à la date du 27 Janvier 2015 comprenant 13 membres dont les élus, les cadres techniques de la commune et de l'ACEA, les chefs de quartiers et les coutumiers de la zone ;</p> <p><b>Pour les déchets des marchés</b> : financement par les taxes de marché pas de tri sélectif Actuellement la sensibilisation au tri sélectif se passe dans 06 quartiers de la Commune et 07 autres ont introduit leur demande d'abonnement.. pas encore d'impôt local pour la gestion des déchets</p>
--	--

	<p>Enfin, l'émergence de filières économiques a fait presque disparaître certains types de déchets (les sachets d'eau en plastique par exemple) ;</p> <p><b>Construction d'un centre de compostage semi-industriel</b> à la décharge avec l'appui de l'ONUDI mis en service depuis le mois de Décembre 2014 et n'a fonctionné juste un an par manque de point d'eau;</p> <p><b>Kindia et 9 autres communes s'organisent en intercommunalité</b> pour utiliser les ressources venant des sociétés minières (fonds de développement local étude en cours) ; Les postes des personnels de l'ACEA sont clairement définis. Le lien avec la commune existe et pourrait être renforcé (perception des taxes du marché, par exemple) ;</p>
Reconnaissance des personnels et du sens de leurs métiers	L'équipe de l'ACEA est réduite, communication informelle et fluide entre tous. Pas d'information si le sens des métiers de l'hygiène publique a besoin d'être mis en valeur à Kindia ;
Information et encouragement à s'impliquer en direction des services nationaux	<p>Pas d'information précise à ce sujet. La préfecture fait partie du Conseil d'Administration de l'ACEA, elle est donc associée à son action</p> <p>Invitation aux comités de pilotage locaux : OUI</p> <p>Des prises de contacts sont réalisées à Conakry ;</p>
<i>Autres</i>	

## RESULTATS

RESULTATS QUALITATIFS	INDICATEURS ET SOURCES DE VERIFICATION
Les instances locales de concertation et de décision sont respectées et intègrent les femmes	
Les diagnostics initiaux sont réalistes et	Une enquête auprès des habitants a été réalisée dans 20 quartiers de la commune du 2 au 5

pertinents	décembre 2013, afin de refaire le point sur l'état des lieux sur les rubriques Eau et Assainissement;
<b>RESULTATS QUANTITATIFS</b>	
Un diagnostic des services urbains est effectué dans chacune des trois collectivités du Sud	- A Kindia : diagnostic mené avant le programme DANK
Un plan d'action par collectivité	- A Kindia : oui, dans les domaines de l'eau et des déchets.

### **INDICATEURS DE SUIVI DE L'ACTION**

INDICATEUR	NIVEAU ET EVOLUTION DE L'INDICATEUR DURANT LE PROGRAMME
diagnostics initiaux	Oui A Kindia : diagnostic mené avant le programme DANK Une enquête auprès des habitants a été réalisée dans 20 quartiers de la commune du 2 au 5 décembre 2013, afin de refaire le point sur l'état des lieux sur les rubriques Eau et Assainissement;
existence d'une stratégie formalisée dans chacune des trois collectivités partenaires du Sud en matière de services urbains	Partiellement réalisé à Kindia. La stratégie de pérennisation financière des services aux usagers est à élaborer en 2014 pour l'eau potable, et ensuite pour l'assainissement et les déchets. Sur le volet déchets, la stratégie est plus difficile à finaliser (la question de la mise en place d'une taxe, alors qu'actuellement le service n'est pas rendu, est épineuse) Le GIE GYKA et le responsable de l'assainissement de l'ACEA ont participé à un séminaire avec Dschang et l'AMAGA, à Kindia, Dalaba et LABé
Plan d'action à Nantes Métropole pour l'utilisation de cette coopération décentralisée en termes de valorisation des métiers et des enjeux des services urbains	non réalisé
budget de l'ACEA et de l'AMEE	Les budgets mensuels réalisés de l'ACEA sont fournis, suivant un cadre validé par Nantes Métropole.
présence des services nationaux et déconcentrés au comité de pilotage	oui

### **IMPACT ATTENDU**

IMPACT	IMPACT IDENTIFIES
Dans chacune des collectivités partenaires, une stratégie pertinente et pérenne en matière d'hygiène publique est mise en place, et ce, dans une logique de gouvernance où tous les acteurs concernés par les domaines de l'eau, l'assainissement, les déchets et la gestion des risques sanitaires et naturels sont impliqués dans le cadre de concertation.	
Les métiers liés aux services urbains sont mieux considérés et leur utilité reconnue.	

***ACTION 3 : Faire en sorte que chacun des partenaires connaisse les points forts des trois autres et bénéficie de leur expérience pour renforcer ses capacités propres.***

**ACTIVITES**

	Activités réalisées (préciser l'objet, la période, le nombre de personnes concernées/impliquées...)
Formation et transfert de compétences acquises	<p>Formation à distance sur la chloration des sources (dispositif DCM2) demandée à Kindia par Dschang et par l'AMAGA.. Réponse positif kindia et attente retour des partenaires</p> <p>Assistance de Dschang à Kindia pour l'analyse de la qualité de l'eau demandée</p> <p>Formation de la comptable de l'ACEA : programmée pour 2014 ou 2015 pas réalisée</p> <p>Formation sur le compostage réalisée à Kindia par Compostri en 2013</p>
Stages	<p>Réalisé en novembre 2013 à Nantes (1 personne de Kindia y a participé) en 2014 rencontre Sud-Sud à Nantes (02 personnes de Kindia y ont participé)</p> <p>Réalisé en février-mars 2014 à Kindia, Dalaba et Labé (le responsable assainissement de l'ACEA et le responsable du GIE GYKA y a participé)</p> <p>Visite de Dschang à Kindia en février mars 2014 (comité de pilotage, gestion des points d'eau, gestion des déchets : 3 élus et 2 agents dont le directeur de l'AMEE</p> <p>Visite de Kindia à Dschang en mars 2013 et avril 2014 (élus et services ACEA+ responsable du GIE GYKA en 2014)</p>
Mise en commun des questions et de la recherche de réponse - Echanges d'expériences et de méthodes sur : l'implication des femmes, l'encadrement et le contrôle des actions d'acteurs extérieurs (ONG, ..), la manière d'informer les services nationaux et de les encourager à s'impliquer	<p>Echanges formalisés réguliers oui</p> <p>Chloration des sources et des points d'eau : Kindia est sollicitée pour enseigner à distance la mise en place de dispositifs DCM2</p> <p>Documents PSEAU sur l'assainissement transmis à Kindia par Nantes Métropole</p> <p>documents de communication et de sensibilisation échangés lors du stage animateurs</p> <p>Le travail de formalisation des délégations de services publiques à des tiers (PME, comités, ...) est mené parallèlement dans les 4 collectivités. (réalisé à Nantes en mai 2013, à Kindia en février 2014,</p>

	<p>2015</p> <p>Il pourrait faire l'objet d'un échange d'expérience Kindia, Dschang : expérience croisée en termes de gestion des agences communales, de collecte et valorisation des déchets, de formalisation des délégations de services publics</p> <p>Notamment</p> <p>La commune et l'ACEA n'ont pas encore formalisé la délégation qu'ils donnent aux porteurs de projets . Pour le programme de gestion des déchets mené par Coopération Atlantique Guinée 44 (programme Canal + Kindia 2015), la commune a défini la zone d'intervention géographique d'intervention. Mais l'harmonisation des pratiques et des structures créées reste à faire</p> <p>L'ACEA est en train de formaliser la délégation au GIE GYKA pour les déchets de 4 quartiers et du marché Gangan.</p> <p>Délégation de service aux comités de gestion des points d'eau : elle existe mais doit être précisée pour tenir compte de l'évolution de la politique communale (contrôle de la vente de l'eau et de la perception des recettes, conséquences en cas de manquements)</p> <p>Echanges d'expériences et de méthodes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur l'implication des femmes, Les femmes sont représentées dans les instances de concertation et dans certains comités de points d'eau. Elles sont parfois consultées séparément sur les projets, afin d'encourager leur liberté de parole. L'instance décisionnelle de l'ACEA est cependant très majoritairement masculine. Le conseil municipal compte trois femmes.</li> <li>- sur l'encadrement et le contrôle des actions d'acteurs extérieurs (ONG, ..), sur la manière d'informer les services nationaux et de les encourager à s'impliquer</li> </ul> <p>Un séminaire est proposé à Nantes en novembre 2014 sur le thème de l'équité femmes / hommes</p> <p>Kindia : demande d'expérience de Dschang pour l'analyse de la qualité de l'eau</p> <p>Echanges de compétences : continu mais diffus : les homologues s'enrichissent mutuellement (élus, chefs de projet, responsables d'agence, animateurs)</p> <p>Kindia : prise de conscience de la manière dont Dschang encadre les ONG (ELANS), volonté de suivre cette démarche affirmée lors du comité de pilotage de mars 2014.</p> <p>Kindia, Dschang : expérience croisée en termes de gestion des agences communales, de collecte et</p>
--	---

	<p>valorisation des déchets, de formalisation des délégations de services publics notamment</p> <p>Dschang, AMAGA : demande de l'expertise de Kindia pour la chloration des sources par le système DCM2</p> <p>Les 4 partenaires : échange sur les enjeux, messages et techniques de l'animation Hygiène publique, la gestion des risques naturels et sanitaires</p> <p>Chapitres dédiés à ces enjeux dans les échanges formalisés réguliers Oui pour les instances nationales, non pour les femmes.</p> <p>Un séminaire est proposé à Nantes en novembre 2014 sur le thème de l'équité femmes / hommes</p>
<i>Autres</i>	

## **RESULTATS**

RESULTATS QUALITATIFS	INDICATEURS ET SOURCES DE VERIFICATION
les échanges formalisés et les rencontres entre homologues aboutissent à des solutions effectives	
le personnel d'une collectivité ayant bénéficié d'une formation transfère ses compétences à ses homologues	
des échanges d'expériences et de méthodes effectifs permettent de trouver des solutions adaptées pour une meilleure implication des femmes, un encadrement et un contrôle des acteurs extérieurs plus effectif et des services nationaux correctement associés.	
RESULTATS QUANTITATIFS	
5 corps de métiers ont noué des relations de collègues de proximité : élus thématiques en	5 corps de métiers ont noué des relations de collègues de proximité : élus thématiques en matière de services urbains, directeurs d'autorités organisatrices, animateurs/sociologues, gestionnaires de

matière de services urbains, directeurs d'autorités organisatrices, animateurs/sociologues, gestionnaires de services, techniciens eau/assainissement/déchets	services, techniciens eau/assainissement/déchets Menuiserie peintre, plombier, maçon ferrailleur organisé en fédération des artisans de la préfecture de Kindia avec la réalisation d'entreprise (au moins 10) et ou organisation d'autopromotion (environ 15 OAP) Dans chaque corps de métier on a des maîtres formateurs et des maîtres artisans Prestation à Kindia ou communes environnantes avec des échanges d'expertises et expériences et la fédération aide à vulgariser les activités
---	--

### **INDICATEURS DE SUIVI DE L'ACTION**

INDICATEUR	NIVEAU ET EVOLUTION DE L'INDICATEUR DURANT LE PROGRAMME
Compte-rendu des rendez-vous téléphoniques, emails	Compte-rendu des rendez-vous téléphoniques, emails : 11 points d'étapes rédigés, validés par les partenaires et diffusés aux services intéressés des 4 collectivités
Compte-rendu des rencontres (stage, formation)	Compte-rendu des rencontres (stage, formation) : 7 comptes-rendus : comités de pilotage 2013, 2014 et 2015, mission de Kindia à Dschang en mars 2013, séminaire des animateurs, stage sur le compostage à Kindia en mars 2014, séminaire sud-sud en novembre 2014,
Nombre de stages et de formations effectués	Nombre de stages et de formations effectués : 2 stages : compostage (à Kindia avec l'association Compostri) : 2 guinéens, 1 haïtien, 2 camerounais, 2 français. stage de Kindia à Dschang en mars 2013:2 élus et 2 techniciens stage des animateurs à Nantes en novembre 2013 : 1 guinéen, 2 haïtiens, 10 personnels de Nantes Métropole séminaire sud-sud (responsables hygiène publique + responsables financiers) en novembre 2014 Participation à la rencontre Sud-Sud organisée à Nantes Métropole au mois Novembre 2014 portant sur les échanges et prise en charge de l'hygiène publique par les collectivités locales d'Afrique et de Caraïbes et un atelier sur le rôle des femmes dans l'élaboration et la gestion des services d'hygiène publique.

### **IMPACT ATTENDU**

IMPACT	IMPACT IDENTIFIES
<p>Des échanges réguliers constructifs et pédagogiques sont mis en place entre les quatre partenaires dans le but de renforcer les capacités de chacun grâce à un transfert d'expertise, de connaissances et de compétences. L'accent sera mis sur les domaines transversaux relatifs à l'implication des femmes, celle des services nationaux et l'activité des acteurs extérieurs.</p>	<p>L'information mutuelle des acteurs est organisée ; La collectivité n'est pas encore complètement organisée pour fixer les règles et surveiller leur observation.</p> <p>Ce point est effectif, les services déconcentrés faisant partie de l'ACEA. Le SNAPE (service national d'aménagement des points d'eau) confie à l'ACEA la gestion de certains forages. Parallèlement, une étape supplémentaire de décentralisation est en cours, les communes étant appelées à gérer les forages sur leur territoire avec l'appui du SNAPE.</p> <p>La SEG (société des Eaux de Guinée) est partie prenante également, et fournit des efforts pour améliorer la production d'eau dans son réseau (équipe technique étoffée, remplacement de pièces défectueuses, accord avec Electricité de Guinée pour être un abonné prioritaire)</p> <p>Les femmes sont représentées dans les instances de concertation et dans certains comités de points d'eau. Elles sont parfois consultées séparément sur les projets, afin d'encourager leur liberté de parole. L'instance décisionnelle de l'ACEA est cependant très majoritairement masculine. Le conseil municipal compte trois femmes.</p>

***ACTION 4 : Améliorer l'accès des citoyens aux services urbains par la réalisation d'infrastructures pilotes et complémentaires adéquates.***

	<p>Activités réalisées (préciser l'objet, la période, le nombre de personnes concernées/impliquées...)</p>
--	--

<p>Réalisation de chantiers-école et d'investissements pilotes par les collectivités partenaires</p>	<p>Il s'agit de pérenniser une équipe créée grâce au cofinancement de la DATU, direction de l'administration territoriale et de l'urbanisme ; (élève en formation au centre de formation professionnel font des stages au niveau de ACEA sous forme de chantier école en collaborations avec les artisans</p> <p>La Mairie a décidé d'inscrire dans son budget communal de 2015, un montant pour soutenir le volet assainissement notamment la fidélisation de ses femmes balayuses ; soutien effectif des femmes pendant au moins trois mois dont deux fois par semaine</p> <p>L'information mutuelle des acteurs est organisée ; La collectivité n'est pas encore complètement organisée pour fixer les règles et surveiller leur observation. ; Petits travaux de réfection et de sécurisation de points d'eau gérés antérieurement par le SNAPE : pas d'appel d'offres</p> <p>Suivi et réception des travaux : Réalisés par l'ACEA, ainsi que la formation des comités de gestion</p> <p>Réception définitive des infrastructures sanitaires dotées des dispositifs de lavage des mains dans 06 écoles du projet EDU-KINDIA et 05 points d'eau (03 sources, 02 Forages) dans le projet KINDIA 2015 en 2014. Aménagement de trois sources dont Koukou, Lassydanya fonctionnel Intégration dans le parc d'ACEA : voir fiche suivi des points d'eau comptable <b>BF</b> dont Dadia, Sékoya, Fissa hopital, Kankan, Kassis, Wdy fonctionnel <b>Des forages</b> dont Solia Souaréa Garanguiliya Kenindi Darsalam Yobontamba Bambamassiandougou, Wondy et gare 1 et 2 <b>Des sources</b> dont Koukou, Silon, Falibagan Bareyili Lassidaya et Dalaya</p>
<p>Recherche de financements pour des investissements complémentaires</p>	<p>L'ACEA souhaite gérer plus de points d'eau pour assurer un service plus élargi et pour asseoir son autonomie financière sur la fourniture d'eau potable.</p> <p>Elaboration et démarrage du programme de coopération EduKindia avec l'ONG Coopération Atlantique et 5 communes de l'agglomération nantaise (hygiène publique scolaire et échanges citoyens)</p>
<p>Réalisation d'investissements complémentaires</p>	<p>A Kindia et Dschang : les agences ACEA et AMEE étendent leur parc de points d'eau</p>

<p>par les collectivités partenaires (pour mémoire, car cette activité dépend de l'obtention de financements externes au programme)</p>	<p>de manière cohérente : réhabilitation de points d'eau existants après formation de comités de gestion et sensibilisation des riverains sur la nécessité de payer le service. Ces réhabilitations se font partiellement sur fonds propres ;</p> <p>Kindia : formation d'un corps de balayeurs avec des fonds guinéens (programme « Filets sociaux urbains »). souhait de la commune de pérenniser ce corps</p> <p>Dank a financé la réhabilitation d'au moins trois sources et forages (kougou, Lassidanya , Gare 1) qui fonctionne bien avec un gérant disposant d'un cahier de vente mais les comités de point d'eau ne fonctionnent pas.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les visites des points d'eau de Sambayasouaréya, Gare 2, Dadia, Fissa Hopital, Koukou, Lassidanya ; Tambama et Bendougou ont révélé des points d'eau fonctionnels avec un gérant disposants d'un cahier de vente par fut de 20 litres. Le prix est affiché sur le mur de clôture.</li> <li>- Au niveau des villages Tambama et Bendougou c'est un système de forfait mensuel par citoyen et on note que des usagers s'acquittent de leur droit d'adhésion sur une période de six mois. Mais les comités de point d'eau ne fonctionnent pas.</li> <li>- De décembre 2014 à décembre 2016 ACEA fait le suivi et, l'accompagnement des services avec financement DANK des points d'eau suivants : Forage (Gare 1 et 2, Kenendé) source (Dalanya, Koukou, Lassidya) et Bornes Fontaines (Gacia 1 et Gangan).</li> </ul>
<p><i>Autres</i></p>	

## **RESULTATS**

RESULTATS QUALITATIFS	NIVEAU DE L'INDICATEUR ET SOURCES DE VERIFICATION
<p>Les politiques publiques élaborées par les trois collectivités du Sud font l'objet d'expérimentation et de début de mise en pratique</p>	<p>Kindia dispose maintenant d'un service public de l'eau qui gère son parc et avance vers l'autonomie financière. Une politique reste à définir sur le contrôle systématique de la qualité de l'eau distribuée, et sur le provisionnement de fonds pour l'entretien/renouvellement des matériels et de fonds d'investissement.</p>

	<p>Elle gère également la propreté dans la ville : nettoyage des rues (impliquant les riverains et des PME de quartier), collecte et évacuation des déchets, poursuite d'expérience de compostage. L'enfouissement en décharge existe mais doit être amélioré, ainsi que le modèle économique de la gestion des déchets</p> <p>Sur le plan de l'assainissement, une politique reste à définir.</p> <p>Gestion des risques naturels et sanitaires : Kindia a depuis 2008 organisé une coordination des services déconcentrés et des ONG (UNICEF) pour répondre aux situations d'urgence. Elle a été de nouveau mise en pratique lors de l'épisode d'inondation de l'été 2013</p>
<b>RESULTATS QUANTITATIFS</b>	
Dans chacune des trois collectivités du Sud, une infrastructure pilote ou un chantier école a été réalisé en respectant les bonnes pratiques	Voir partie investissement
Un dossier de cofinancement, au minimum, est déposé pour chacune des collectivités partenaires du Sud	<p>Sollicitation de subventions de l'Etat guinéen (programme Filets Sociaux Urbains) : 2 dossiers déposés et retenus</p> <p>Elaboration et démarrage du programme de coopération EduKindia avec l'ONG Coopération Atlantique et 5 communes de l'agglomération nantaise (hygiène publique scolaire et échanges citoyens)</p>

### **INDICATEURS DE SUIVI DE L'ACTION**

<b>INDICATEUR</b>	<b>NIVEAU ET EVOLUTION DE L'INDICATEUR DURANT LE PROGRAMME</b>
Dossiers de demande de cofinancement déposés	<p>10 micro- projets « filets sociaux » réalisés en 2014 et 15 autres déposés auprès du Ministère des finances par Kindia pour 2015 ;</p> <p>01 projet de 06 mois réalisé en 2014 par ONUDI en collaboration avec la Commune Urbaine de Kindia partant sur la consolidation de la paix en milieu juvenile et féminin qui a employé 50 femmes et 50 Jeunes ; le CPCK a été mis en place en 2014 par ONUDI avec comme objectif de réunir les acteurs de</p>

	la gestion des déchets et personnes qui évoluent dans les groupements qui font de l'assainissement et du maraichage. C'est un centre de conditionnement et de compostage qui employait 26 personnes dont 13 femmes Bien marché en 2015 et ensuite le centre a fait faillite par manque d'eau pour faire du composte.
Etudes de projet réalisées	Sécurisation de 17 forages en 2014 et 15 prévus en 2015 ; Entretien / réparation de 20 points d'eau 15 projets « Filets sociaux » ;
Procédure effective de passation de marchés	Pas de marchés volumineux à ce jour
PV de réception des équipements	Non communiqués
volume des cofinancements obtenus	10 fois 20 000 € (filets sociaux) pour les 10 quartiers bénéficiaires (Sarakolea, Manquepas Mosquée, Yéolé, Fissa Ecole, Abattoir 1, Caravanserail, Cacia 1, Banlieue, Sambaya et Gangan).en 2014.
Montant des marchés effectivement passés	

### **IMPACT ATTENDU**

IMPACT	IMPACT IDENTIFIES
Dans chacune des collectivités partenaires, des infrastructures pilotes répondant aux besoins des citoyens sont construites et leur permettent de bénéficier d'un meilleur accès aux services urbains. L'obtention de financements externes au programme permettra d'accroître les investissements réalisés en matière d'eau, d'assainissement, de déchets et de gestion des risques naturels et sanitaires	Plutôt des réhabilitations et intégration des points d'eau dans le parc de ACEA

### III. ANNEXE II : LISTE DES ENTRETIENS ET DES VISITES TERRAIN

N°	Prénom et Nom	Structure	Fonction	Contact	E-mail
1	Mamadou Dioulde Diallo	S E G Conakry	Directeur Général	657 33 00 01	<a href="mailto:dioulde_diallo@yahoo.fr">dioulde_diallo@yahoo.fr</a>
2	Abdoulaye Kaba	D.N.D Conakry	Directeur National	664 75 00 72	<a href="mailto:kablito@yahoo.fr">kablito@yahoo.fr</a>
3	Alexandre Serres	D.UE en Rep Guinée Conakry	C.P Sec infras.	663 14 04 87 0	<a href="mailto:alexandre.serres@eeas.europa.eu">alexandre.serres@eeas.europa.eu</a>
4	Thierno Cissé	UNICEF Conakry	WASH Specialist	631 70 14 60	<a href="mailto:tcisse@unicef.org">tcisse@unicef.org</a>
5	Mamadou Sikhé Cmara	D.N.D Conakry	D N Adjoint	664 67 31 80	<a href="mailto:sikson94@hotmail.fr">sikson94@hotmail.fr</a>
6	EL hadji Aboubacar Max Camara	A.N.C.G Conakry	S.E.P	664 41 05 21	<a href="mailto:ancg-guinee2012@gmail.com">ancg-guinee2012@gmail.com</a>
8	Aboubacar M Camara	A.N.C.G Conakry	SEP	664 41 05 21	<a href="mailto:ucaguinee@yahoo.fr">ucaguinee@yahoo.fr</a>
9	Mamadou Lamine Camara	A.N.C.G Conakry	RAF	621 35 31 17	<a href="mailto:Ancguinee2012@gmail.com">Ancguinee2012@gmail.com</a>
10	Kabinet Diané	A.N.C.G Conakry	Resp	622 59 74 42	
11	Bénédicte Brusset	A.F.D Conakry	Chargée de Mission	622 6612 62	<a href="http://guinee.afd.fr">http://guinee.afd.fr</a>
12	Mamady Komara	S.E.G Conakry	Directeur Maintenance et E	657 33 00 85	<a href="mailto:komara60@yahoo.fr">komara60@yahoo.fr</a>
13	Laye Mamady CHERIF	S.E.G Conakry	DGA C.I et DEV	625 28 62 91	<a href="mailto:chelam53@yahoo.fr">chelam53@yahoo.fr</a>

14	Hassimiou Diallo	SNAPE kindia	Directeur Régional	628 00 85 13	<a href="mailto:Hassimiou53@yahoo.fr">Hassimiou53@yahoo.fr</a>
15	Hamidou Baldé	SNAPE Conakry	CH Suivi A.C 10 <sup>ème</sup> FED	628 28 52 47	<a href="mailto:hambalde@yahoo.fr">hambalde@yahoo.fr</a>
16	Sadiga Camara	SNAPE Conakry	Chef SAM	622 44 79 08	<a href="mailto:camarasadiga@hotmail.fr">camarasadiga@hotmail.fr</a>
17	Marie Céline Bœuf	G44	coordinatrice	620 71 15 70	<a href="mailto:aceakindia@gmail.com">aceakindia@gmail.com</a>
18	Famoro Conde	D.P.E kindia	Directeur de L'ENV	622 02 11 95	
19	Omar Camara	D.P.E kindia	Section Assainissement	626 70 90 54	
20	Joseph Fasa Ouendeno	G44	Resp volet Eau	628 99 89 70	
21	Fara Veinda Tolno	SEG kindia	Gestionnaire des RH et Finances	657 33 31 92	
22	Souleymane Wansan BAH	SEG kindia	Directeur Régional Basse Guinée	657 33 31 90	
23	Zoumanigui Dalassou	SEG kindia	Chef de service clientèle DRBG	657 22 11 09	
24	Diallo Mamadou Maadho	SEG Kindia	SEG	657 22 00 21	
25	Soumeh Sahifou	SEG KINDIA	Chef Service Technique	657 33 31 94	
26	Mame Joséphine Doré	Commune	Secrétaire Générale /GLE	621 50 01 04	
27		Préfet KINDA			<a href="#">Visite de courtoisie</a>
28		commune	Maire Kindia		<a href="#">Visite de courtoisie</a>

**Liste des acteurs de l'assainissement rencontrés à KINDIA**

N°	Prénom et Nom	Structure	Fonction	Contact
1	Seydou Ba Sylla	GYKA	Président	621 19 92 43
2	Fodé Mama Cissé	GACK	Secrétaire	628 87 92 33
3	Naby Sylla	GACK	Président	622 05 2451
4	Lamara Mamadou Siré	C O K	SAF	657 06 36 51
5	Ousmane Tanou Diallo	ACEA	C/Assainissement	620 04 27 48
7	Alpha Amadou Camara	CPCCK	Président	622 08 48 05

**Liste des travailleurs des GIE d'assainissement de la commune rencontrés**

N°	Prénom et Nom	Structure	Fonction	Contact
1	Mamadou Barry	C O K	Eboueur	622 670 429
2	Mamadou Soumah	C O K	Charretier	655 767 655
3	M'Ballia Sylla	C O K	Ballayeuse	622 670 429
4	Souleymane Camara	GACK	Charretier	656 29 16 74
5	Morlaye Camara	GACK	Eboueur	628 50 96 72
6	Leopouno Doré	C P C K	Charger de Marketing	622 110 301
7	Binetou Conté	GACK	Ballayeuse	657 441 748
8	Maby Sylla	GACK	Président	622 052 481
9	Seydouba Sylla	GYKA	Président	621 199 243
10	Ousmane Tanou Diallo	ACEA	Charger d'assainissement	620 042 748

**Liste du personnel de l'ACEA rencontrés**

N°	Prénom et Nom	Structure	Fonction	Contact	E-mail
1	Lansana Fadil Sylla	ACEA	Directeur	623 08 03 51	<a href="mailto:aceakindia@gmail.com">aceakindia@gmail.com</a>
2	Ousmane Tanou Diallo	ACEA	C/Assainissement	620 04 27 48	
3	Emile Touré	ACEA	Eau potable/MO	622 88 56 46	
4	Alpha Camara	ACEA	Plombier	620 69 11 51	
5	Mamadou SIDIBE	ACEA	Animateur	628 38 10 37	
6	Kerfala Sylla	ACEA	Animateur	628 84 33 25	
7	KONTE	ACEA	Comptable		
8	SYLLA Mamadou	ACEA	Elu référent		

**Liste des usagers, chef de quartier, bénéficiaires et comités eau rencontrés**

N°	Prénom et Nom	Structure	Fonction	Contact
1	El-Hadja Mohamed Fadiga	CPE	Président	657 45 99 89
2	Fatou Camara	CPE	Gérante BF-DADIA	
3	Ibrahima Sory Camara	CPE	Gérante BF-DADIA	624 64 07 25
4	Seynabou Camara	CPE	Gérante Koukou	654 60 87 03
5	Fatoumata Soumah	CPE	Gérante F Samb-sou	622 47 99 21
6	Seybou Fofana	Conseil Quartier	Chef de Quartier Sarah	623 88 10 02
7	Daouda Camara	Conseil Quartier	Chef f-hop	657 73 75 78
8	Atigou Diallo	AJD TD	Membre	620 98 51 19
9	Manma Camara	Jeunesse	Président	625 12 27 9
10	Aissatou Diallo	CPE	Gérante F Gare2	-
11	Ibrahima Sory Camara	CPE	Gérant BF F HOP	655 92 55 32
12	Fodé Fontaine Camara	P.Usagers	P.Usagers	628 47 21 45

13	Mamadou Ba Sylla	CPE	Gérant S-Lassi	620 22 15 57
14	Balla Sylla	Conseil Q-F-HOP	Membre	655 84 12 17
15	Kabinet Fofana	-	Agent réparateur	628 62 90 55
16	El-hadji Moussa Bayo	Conseil Q	Chef Q.T.Météo	628 51 38 1
17	Kerfala Sylla	ACEA	Animateur	628 84 33 2
18	Alpha Camara	ACEA	Plombier	620 69 11 5

### Liste de présence de la restitution à chaud

N°	Prénom et Nom	Structure	Fonction	Contact
1	Mame Josephine Doré	Commune	S/GLE	621 50 01 04
2	Atibou Diallo	Bureau Jeune T. Djibia	Vice président	620 98 51 19
3	Amadou Diallo	Directeur ST C.U KINDIA	Directeur	622 16 52 14
4	Fodé Fontaine Barry	C.U EAU	Président	628 47 21 45
5	Joseph Fessa Ouendeng	CA G44	RP EHA	628 99 89 70
6	Emile Touré	ACEA	Eau potable/MO	622 88 56 46
7	Hassimiou Diallo	SNAPE	Directeur Régional	623 88 10 02
8	Ousmane Tanou Diallo	ACEA	Chargée d'assainissement	620 04 27 48
9	Diallo Mamadou Maadho	SEG	Chef de centre	628 47 52 24
10	Alpha Camara	ACEA	Plombier	620 69 11 51
11	Mamadou SIDIBE	ACEA	Animateur	628 38 10 37
12	Camara Mamadou Sène	COK	SAF	657 06 36 51
13	Kerfala Sylla	ACEA	Animateur	628 84 33 25
14	Mamoudou I Safko	Commune	ELU Référent	623 66 60 50
15	Manma Camara	Jeunesse	Président	625 12 27 90
16	Lansana Fadil Sylla	ACEA	Directeur	623 08 03 51

17	Famoro Condé	D.P.E	Directeur de L'ENV	622 02 11 95
18	Omar Camara	D.P.E	Section Assainissement	626 70 90 54

### Sites visités

Les visites des points d'eau avec entretien avec les gestionnaires et chef des villages ont concerné :

- Bornes fontaines de Sambaya souaréya, Dadia, Fissa Hopital, au niveau de la commune
- Le Forage de Gare 2 au niveau de la commune
- Les sources de koukou, Lassaidaya au niveau de la commune
- Les forges PMH de Tambama et Bendougou au niveau des villages